

Les Islandais n'ont pas dit leur dernier mot...

jeudi 4 mars 2010, par [BONFOND Olivier](#), [DUVAL Jérôme](#) (Date de rédaction antérieure : 19 février 2010).

Après avoir plongé dans la misère les peuples du Sud en endettant leurs Etats, le FMI (Fond Monétaire International) s'attaque maintenant aux peuples européens, frappés de plein fouet par la crise capitaliste internationale. Les Agences de notations, outils au service de l'oligarchie financière, jouent quant à elles pleinement leur rôle dans la course à la rentabilité sur le marché de la dette, en n'hésitant pas à sanctionner financièrement les moindres faux-pas des pays affaiblis par la crise. Mais les islandais, en imposant un referendum sur une loi irresponsable et dangereuse, ne comptent pas se soumettre aussi facilement. Le combat est certes déséquilibré, mais il n'est pas fini ...

Un modèle néolibéral qui s'écroule

Comme beaucoup de pays dits « riches », l'Islande a joué et a perdu au grand jeu du néolibéralisme. Considéré comme l'un des plus riches pays de l'OCDE, l'Islande a vu son taux de chômage passer de 2% avant l'effondrement du secteur financier en octobre 2008 à 8,2% de la population active en décembre 2009. Aujourd'hui, ce petit pays de 320.000 habitants sans armée, subit de plein fouet la crise financière, avec notamment une dette qui a explosé à près de 320 % du PIB en 2009 [1].

Après les avoir privatisé en 2003, les trois principales banques (Kaupthing, Landbanski et Glitnir) ont dû être renationalisées de toute urgence en octobre 2008 à la suite de l'implosion du système bancaire. Les échanges sur les marchés d'actions ont même été suspendus plusieurs jours à la Bourse de Reykjavik. L'Etat, qui a déboursé des millions d'euros pour la reprise en main de ces banques [2], est au bord de la faillite et prévient qu'il ne pourra garantir que les dépôts réalisés en Islande. Pris de panique, les épargnants étrangers réclament leur argent placé dans les succursales à Londres, Berlin, La Haye ou Bruxelles. Après avoir réglé le cas des 34.000 investisseurs allemands auprès de Kaupthing Bank, la plus importante banque du pays, Londres et La Haye indemnisent leurs ressortissants lésés par la faillite de la banque en ligne Icesave, filiale de Landsbanki. Ainsi, quelques 320.000 épargnants néerlandais et britanniques récupèrent en partie leurs placements grâce à la contribution de leur Etat. Quelle belle opération pour le secteur privé : d'une part les responsabilités des banquiers islandais et de leurs succursales à l'étranger s'évaporent via la nationalisation de leurs dettes, c'est-à-dire la reprise de celles-ci par les contribuables islandais, et, d'autre part, les spéculateurs britanniques et hollandais voient leurs placements risqués garantis par leurs Etats respectifs...

Une question se pose : comment l'Etat Islandais, vu l'état de son endettement, peut-il rembourser la Grande-Bretagne et les Pays-Bas sans mettre en péril sa population ? C'est pourtant ce que réclament avec insistance l'Union Européenne, le FMI et les pays concernés : l'Islande doit rembourser quel qu'en soit le coût humain. Le Royaume-Uni et les Pays-Bas qui insistent pour être prioritaires par rapport à d'autres créanciers, refusent tout compromis au sujet du montant à recouvrer.

Une loi imposée en catimini et qui fait insulte au peuple islandais

Austérité budgétaire, chômage en explosion, attitude agressive du FMI et de l'UE, ... ces éléments provoquent une sorte d'électrochoc chez les citoyens islandais. Pendant plusieurs mois, des manifestations comme on en avait plus vu depuis plus de cinquante ans dans ce pays s'enchaînent.

Tout comme celui de nombreux mouvements sociaux qui font face à la crise dans le monde, le message des islandais est relativement clair : « la crise, qu'ils la payent eux », « eux » ce sont bien entendu les responsables.

C'est suite à cette pression populaire que le Premier Ministre, Geir Haarde, déclarait fin 2008 qu'« *il y a beaucoup d'arguments légaux qui justifient de ne pas payer* ». Dans le même temps, le Parlement adoptait une résolution annonçant que le remboursement serait conditionné aux « *capacités de paiement* » [3]. De quoi préoccuper, pour ne pas dire angoisser, les bailleurs de fonds, dont le FMI. Ceux-ci agissent alors de tout leur poids en coulisse et renversent rapidement et subrepticement la situation : une loi d'indemnisation, dite loi Icesave [4], a été approuvée dans la nuit du 30 au 31 décembre 2009 à une très courte majorité (33 voix pour et 30 contre) par le Parlement en pleine fête de fin d'année. Suivant les conseils du FMI, cette loi prévoit l'ouverture aux aides internationales, le rapprochement avec l'Union Européenne en vue d'une future adhésion et la restitution par l'Etat des 3,8 milliards d'euros d'argent public aux gouvernements néerlandais et britanniques (1,3 milliard d'euros aux Pays-Bas et 2,5 milliards d'euros au Royaume-Uni). Le fait que l'Islande puisse, par cette loi, rembourser une dette représentant près de 12.000 euros par citoyen, soit l'équivalent de près de 40% du Produit intérieur brut de l'île en 2009, rassure aussitôt les marchés et l'agence de notation Standard & Poor's s'empresse de relever la perspective de la note de l'Islande de négative à stable. [5] Rappelons que les agences de notation exercent un vrai pouvoir discrétionnaire sur les finances des gouvernements en influant directement sur les primes de risque et taux d'intérêt : les plus « riches » et les plus solvables se voient récompensés par de bonnes notes (AAA, par exemple), agissant à la baisse sur les taux et donc sur la somme à rembourser. A contrario, les pays dit « pauvres », présentant un risque élevé d'insolvabilité, reçoivent de mauvaises notes et doivent rembourser plus d'intérêt en contrepartie d'un placement jugé « risqué ».

Le peuple exige un referendum

Le président Olafur Ragnar Grimsson, après avoir reporté la signature de cette loi en soutenant avoir besoin de temps pour la promulguer, a reçu le 2 janvier 2010 une pétition de plus de 56.000 signatures, soit près du quart des électeurs du pays, demandant de rejeter cette loi et de la soumettre à un référendum. Magnus Arni Skulason, responsable du mouvement de contestation, explique lors de la remise des signatures : « *c'est ainsi qu'on lui a remis cette pétition, pour lui demander de rejeter le projet de loi Icesave. Rien que le taux d'intérêt lié au remboursement permettrait de faire tourner notre système de santé pendant six mois.* » [6]. Il semble que la pression populaire ait porté ses fruits puisque mardi 5 janvier 2010, le président annonce : « *J'ai décidé, sur la base de l'article 26 de la Constitution, de soumettre la nouvelle loi à la nation* ». Ainsi, comme le prévoit la Constitution en cas de refus du président de promulguer une loi, celle-ci sera soumise à une consultation populaire. Consultation qui aura lieu le 6 mars 2010.

Les sanctions sont immédiates

Il s'agirait de laisser les citoyens décider de leur sort, alors qu'il y a de grande chance pour que cette loi injuste soit refusée ? Les marchés financiers, toujours aux aguets, réagissent au quart de tour et Standard & Poor's menace, cette fois-ci, de rabaisser la note du pays, tandis que Fitch, l'une des trois autres grandes agences de notation, la dégrade (de BBB- à BB+) avec les conséquences que l'on sait : augmentation des sommes à rembourser pour un pays en difficulté de paiement, incitation à faire de nouveaux emprunts pour rembourser les anciens, pour, in fine, provoquer une accélération de « l'effet boule de neige » de l'endettement.

De la même manière qu'il impose ses ajustements structurels aux pays du Sud depuis la crise de la dette de 1982, le FMI dicte maintenant ses conditions ou « mesures d'austérité » aux gouvernements européens, afin de rendre prioritaire le remboursement aux créanciers quitte à

amputer les budgets sociaux destinés à l'éducation, la santé, aux subventions aux produits de première nécessité, etc.

FMI et Union Européenne, même combat

Face à la situation périlleuse de l'Islande, le FMI et l'Union Européenne jouent de tout leur poids. Le FMI du « socialiste » Dominique Strauss Kahn, qui n'a jamais eu autant à sa disposition pour prêter aux pays en difficulté, attend d'être assuré du remboursement pour débloquer une tranche de prêt faisant partie d'un plan de sauvetage de 5 milliards de dollars monté en octobre 2009. Déjà bien avant l'adoption de la loi par le parlement, l'ultra libérale Union Européenne prévient qu'elle n'ouvrira ses portes de plus en plus hermétiques qu'en cas de soumission via le remboursement aux créanciers. « *La Commission européenne a clairement pris fait et cause pour le Royaume-Uni, puisque son Président a indiqué dès le mois de novembre [2009] qu'il n'y aurait pas d'aide européenne tant que le cas Icesave ne serait pas résolu* » (...) « *L'Europe et le FMI s'apprêtent donc à accomplir un véritable exploit : ravalier un pays dont l'IDH (Indice de développement humain) s'était hissé en quelques décennies au plus haut niveau mondial au rang de pays pauvre... Conséquence : les Islandais, pour la plupart hautement qualifiés et polyglottes et travaillant beaucoup avec les pays nordiques, où ils sont très facilement assimilables, commencent déjà à émigrer (8.000 d'entre eux sont d'ors et déjà partis, ce qui est loin d'être négligeable)* » [7]. L'Islande qui avait déposé en juillet 2009, une demande de candidature à l'UE, voit son processus d'adhésion compromis. Début janvier, le ministre espagnol des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos, dont le pays vient de prendre la présidence tournante de l'U.E, martèle : « *J'espère que les Islandais voient dans l'UE leur projet futur.* » [8]

La poursuite d'une ligne de crédit du FMI et l'adhésion à l'ultralibérale Union Européenne dépendent donc du remboursement d'une dette impayable pour la population, dette qui, une fois de plus, ne la concerne pas puisqu'il s'agit d'une dette privée devenue publique à la suite d'une faillite bancaire. Comme toujours, socialisation des pertes et privatisations des bénéfices est un leitmotiv du capitalisme. On remarquera d'ailleurs qu'il n'y a jamais autant eu de nationalisation totale ou partielle dans le secteur bancaire mondial depuis que celles-ci sont en difficulté...

La manipulation médiatique se met en marche

Dans un tel contexte de crise, on se doute de l'issue d'un référendum populaire : les islandais dont le quart des électeurs a déjà dit qu'il refusait le paiement d'une dette immorale et injuste rejeteront probablement le texte. Pour les dissuader, la machine médiatique s'est enclenchée : l'éloignement du FMI ou la non-adhésion à l'UE est impensable, un danger que le quotidien « de référence » français *Le Monde* écarte, « *Car Reykjavik veut rembourser* » et « *le plan de sauvetage du FMI est crucial. Il reconstituerait les réserves de devises et fournirait les liquidités nécessaires au service de la dette envers l'étranger. Par ailleurs, l'adhésion à l'UE permettrait d'obtenir de meilleures conditions d'emprunt* ». S'il était besoin de rassurer le lecteur libéral en cas « de victoire du non », le quotidien ajoute : « *De toute façon, l'Islande devra respecter les engagements approuvés en août 2009, tant par le Parlement que par la présidence : le remboursement débutera en 2017...* » [9]

Les islandais n'ont pas dit leur dernier mot

Les islandais sauront-ils faire face à la déferlante médiatique qui s'annonce et rejeter comme lors du Traité Constitutionnel Européen en Irlande ou en France un projet néolibéral néfaste pour les peuples concernés ? Le FMI et l'U.E reviendront-ils à la charge malgré tout ? Quoi qu'il en soit, une chose est sûre : les citoyens sont en droit d'exiger un audit de la dette et de refuser de payer. L'Islande peut et doit refuser les conditionnalités imposées par le FMI qui s'empêche au passage les intérêts d'une dette illégale. L'intégration à une Union européenne qui est tout sauf au service des

peuples, ne doit pas être une condition de plus à la négociation en cours ; elle doit être soumise à référendum. Nous soutenons le peuple islandais dans la répudiation de cette dette et insistons pour la mise en place d'autres mesures, telles que la saisie des bonus et autres avantages fiscaux de la classe capitaliste, pour rembourser les petits investisseurs. Ces derniers ont été trompés par des banquiers qui proposaient d'alléchants taux d'intérêts dans des montages financiers risqués. Pour les autres, spéculateurs en tout genre, ils doivent tout simplement assumer. Ils ont joué et perdu aux jeux hasardeux des marchés, et leurs pertes ne doivent en aucun cas être portées par les contribuables islandais. L'impôt des contribuables islandais doit au contraire servir des politiques visant la justice sociale et le respect de la nature. Par ailleurs, Gordon Brown doit sortir l'Islande de la liste des pays terroristes à laquelle il l'a inclus en octobre 2008 et présenter ses excuses au peuple d'Islande. [10]

Jérôme Duval, Olivier Bonfond

Notes

[1] Interview de Mark Flanagan, chef de la mission du FMI pour l'Islande :
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/survey/so/2009/INT102109A.htm>

[2] A titre d'exemple, l'Etat islandais a déboursé 600 millions d'euros pour s'adjuger 75 % du capital de Glitnir, le 29 septembre 2009, avant d'en prendre l'entier contrôle quelques jours plus tard.

[3] Lire Olivier Bonfond, [Islande : « Si la dette ne peut pas être payée, elle ne le sera pas ! »](#)

[4] Les islandais parlent avec cynisme de « Iceslave », slave signifiant esclave en anglais, avec l'idée qu'ils se rendent esclave de cette dette bancaire.

[5] <http://www.investir.fr/>

[6] Un quart des électeurs islandais signe une pétition contre la loi Icesave, Euronews 03/01/10 :
<http://fr.euronews.net/2010/01/03/un-quart-des-electeurs-islandais-signe-une-petition-contre-la-loi-icesave/> Et *Pétition contre la loi islandaise sur les dépôts étrangers*, Reuters, samedi 2 janvier 2010.

[7] Eva Joly, députée européenne Verts et conseillère pour le gouvernement islandais dans l'enquête pénale sur les causes de la défaillance des banques :
<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=14693>

[8] *Le Figaro*, 8 janvier 2010,
<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/01/08/01011-20100108FILWWW00408-ue-l-adhesion-de-l-islande-retardee-.php>

[9] Londres et La Haye doivent faire preuve de clémence envers l'Islande, *Le Monde*, 7 janvier 2010,
http://www.lemonde.fr/economie/article/2010/01/07/londres-et-la-haye-doivent-faire-preuve-de-clemence-envers-l-islande_1288646_3234.html

[10] Le 8 octobre, Gordon Brown a invoqué la législation anti-terroriste de 2001 pour geler les actifs de Landsbanki en Grande-Bretagne et placer l'Islande sur la liste officielle des pays terroristes, aux côtés de la Corée du Nord et de l'Iran afin de mettre le gouvernement sous pression pour l'inciter à rembourser. Offusqués, les islandais ont lancé une pétition « Les Islandais ne sont pas des terroristes » ; elle est signée par plus de 80.000 personnes (<http://lisa.indefence.is/?PageID=1505>)